



SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE RESSOURCES CMP 2016



RAPPORT ANNUEL

31 DÉCEMBRE 2017

Le rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers semestriels ou annuels complets. À titre indicatif, nous joignons aux présentes les états financiers annuels. Vous pouvez obtenir gratuitement des exemplaires additionnels de ces documents ou les états financiers semestriels en composant le 866.694.5672, en consultant notre site Web à www.goodmanandcompany.com ou celui de SEDAR à www.sedar.com, ou encore, en nous écrivant à l'adresse suivante : Goodman & Company, Investment Counsel Inc., 1, rue Adelaide Est, 21e étage, Toronto (Ontario) M5C 2V9.

Les porteurs de titres peuvent également communiquer avec nous afin de se procurer un exemplaire des politiques et procédures relatives aux votes par procuration, le dossier des votes par procuration ou l'information trimestrielle sur le portefeuille.

Société en commandite de ressources CMP 2016

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers ci-joints ont été dressés par Goodman & Company, Investment Counsel Inc. (« GCICI »), en sa qualité de gestionnaire de la Société en commandite de ressources CMP 2016 (la « société en commandite »), et ont été approuvés par le conseil d'administration de Goodman GP Ltd., en sa qualité de commandité (le « commandité ») de la société en commandite. Le commandité est responsable des informations et des déclarations contenues dans ces états financiers et dans le rapport de la direction sur le rendement du Fonds.

GCICI maintient des processus appropriés visant à assurer de façon raisonnable que les informations financières publiées sont pertinentes et fiables. Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière et incluent certains montants basés sur des estimations et des jugements faits par GCICI. Les principales méthodes comptables que GCICI juge appropriées pour la société en commandite sont décrites à la note 3 de ces états financiers.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. agit à titre d'auditeur indépendant de la société en commandite, nommé par le commandité.

(signé)

ROBERT SELLARS
Chef des finances
Goodman GP Ltd.

Le 22 mars 2018

Société en commandite de ressources CMP 2016

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Objectif et stratégies de placement

La Société en commandite de ressources CMP 2016 (la « société en commandite ») cherche à offrir à ses commanditaires un placement ouvrant droit à une aide fiscale dans un portefeuille diversifié d'actions accréditives et, le cas échéant, d'autres titres de sociétés de ressources, en vue de dégager un revenu et de réaliser une plus-value du capital.

La stratégie de placement de la société en commandite consiste à investir initialement dans des actions accréditives de sociétés de ressources qui a) ont une direction expérimentée; b) ont instauré un solide programme d'exploration; c) peuvent avoir besoin de temps avant d'atteindre leur maturité; et d) ont un potentiel de croissance. La société en commandite entend investir de telle sorte que les commanditaires ayant un revenu suffisant puissent se prévaloir de certains crédits d'impôt et des déductions aux fins de l'impôt fédéral sur le revenu du Canada à l'égard des frais d'exploration engagés au Canada et ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société en commandite. Aux fins fiscales, toute vente d'actions accréditives devrait habituellement donner lieu à un gain en capital égal au produit net, puisque le coût des actions accréditives est réputé nul.

Risque

Les risques associés à un placement dans la société en commandite sont décrits dans le prospectus et sont intégrés par renvoi à ce document.

Résultats¹

Pour la période close le 31 décembre 2017², le rendement total des parts de la société en commandite (les « parts ») s'est établi à environ moins 10,9 %, selon la valeur liquidative. Le tableau ci-dessous indique le rendement annuel composé de la société en commandite comparativement à celui de son indice de référence. Les rendements de la société en commandite sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges, contrairement à ceux de l'indice. Le lecteur doit garder à l'esprit que l'objectif de la société en commandite est très différent de celui de l'indice.

Rendement en pourcentage^{a)} :	Un an	Depuis l'établissement
Valeur liquidative	(10,9)	(18,1)
Indice de référence^{b)}	9,1	16,3

a) La société en commandite ne produit pas un rendement équivalant à celui de l'indice de référence. Comparer la performance de la société en commandite à celle d'autres fonds communs de placement ayant des objectifs et des stratégies de placement semblables serait plus approprié.

b) L'indice de référence général de la société en commandite est l'indice composé S&P/TSX. L'indice composé S&P/TSX est constitué des titres de sociétés canadiennes inscrites à la Bourse de Toronto et représente environ 95 % de la capitalisation boursière.

Après plusieurs années de sous-performance, le secteur des mines a amorcé une hausse en 2016 qui s'est poursuivie en 2017, mais qui n'a pas atteint les actions aurifères. L'indice aurifère S&P/TSX a atteint un sommet en février, grâce à une augmentation de 20,0 % depuis le début de la période. Il a toutefois baissé par la suite pour terminer l'exercice près de son creux, affichant ainsi un recul de 2,0 % au cours de l'exercice. Les cours des actions ont divergé de ceux de la matière sous-jacente puisque l'or a atteint un creux au début de janvier pour reprendre graduellement du terrain par la suite et atteindre un pic en septembre, avant de terminer l'exercice en hausse de 13,5 %. Cette divergence s'explique par les fonds qui ont été sortis des actions du secteur des mines pour être réinvestis dans l'ensemble du marché, plusieurs secteurs atteignant des sommets historiques.

Les actions du secteur des métaux de base ont été considérablement plus volatiles en 2017, battant des records en février, puis terminant le premier semestre en territoire négatif, pour ensuite remonter et clôturer l'exercice en hausse de 24,5 %. Le prix du cuivre sous-jacent a été tout aussi volatil, augmentant rapidement jusqu'à ce que la tendance s'inverse à la mi-février; il a atteint son creux annuel en mai, puis a terminé l'exercice près de son sommet. Presque tous les métaux de base ont atteint des sommets inégalés depuis plusieurs années, notamment plusieurs métaux conducteurs d'électricité.

¹ Toute mention d'actif net ou de valeur liquidative dans la présente rubrique désigne la valeur liquidative aux fins des opérations, telle qu'elle est définie dans la section Faits saillants financiers, laquelle peut différer de l'actif net selon les IFRS.

² Dans le présent document, à moins d'indication contraire, les termes « période » ou « périodes » désignent l'exercice clos le 31 décembre 2017 et la période comprise entre le 19 février 2016, date de début des activités, et le 31 décembre 2016.

Société en commandite de ressources CMP 2016

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Tout comme les actions aurifères, les actions pétrolières ont perdu de leur valeur en 2017 malgré la hausse des prix du pétrole. Le prix du brut Brent a commencé l'exercice aux alentours de 57 \$ le baril, puis a diminué pour s'établir à un creux de 45 \$ le baril en juin, pour enfin terminer l'exercice en terrain positif, à environ 66 \$ le baril. L'indice S&P/TSX Oil a commencé l'exercice près de son sommet, mais l'a terminé en baisse de 13,6 %. La hausse de la production américaine et le refus des pays membres de l'OPEP de respecter leurs quotas ont entraîné une surabondance sur le marché du pétrole. De plus, la dépréciation du dollar américain a largement contribué à la hausse de tous les produits de base en 2017. Même si les prix de ces derniers ont augmenté en dollars américains, les prix en devises locales de l'or et du pétrole n'ont pas connu une aussi bonne performance, ce qui explique en partie pourquoi la valeur des sociétés faisant le commerce de ces produits de base a diminué au cours de l'exercice.

Les sociétés minières ayant mené des explorations avec succès ont continué à attirer les investisseurs. Au contraire, la valeur des sociétés n'ayant pas annoncé beaucoup de nouveautés a baissé pendant l'exercice. Les titres les plus performants du Fonds, Integra Gold et UEX, ont annoncé succès. Si bien qu'Integra a fait l'objet d'une offre publique d'achat, ce qui a entraîné une augmentation de sa valeur. De son côté, UEX s'est laissé porter par la vague de hausse des valorisations dans le secteur de l'uranium durant les premiers mois de l'année. Les actions ayant le moins bien performé pendant l'exercice sont Beaufield Resources et IsoEnergy. Ces dernières n'ont déclaré aucun forage fructueux, et leur manque de liquidité ont occasionné de légères pertes pour la société en commandite.

Le tableau ci-dessous présente la variation de la valeur liquidative aux fins des opérations et celle de l'actif net selon les Normes internationales d'information financière (« actifs nets selon les IFRS ») sur la période. Pour de plus amples renseignements sur les différences entre la valeur liquidative aux fins des opérations et l'actif net selon les IFRS, se reporter à la section Faits saillants financiers.

Rapprochement de la valeur liquidative et de l'actif net (en millions de CAD)

	Valeur liquidative aux fins des opérations	Actif net selon les IFRS
Solde au 1 ^{er} janvier 2017	17,3 \$	17,5 \$
Revenus de placement	(1,2)	(0,9)
Frais et charges nets ^{a)}	(0,7)	(0,7)
Solde au 31 décembre 2017	15,4 \$	15,9 \$

a) Déduction faite des revenus d'intérêts et de dividendes. Les coûts de transactions sont passés en charges dans le cadre du calcul de l'actif net selon les IFRS.

Emprunts

La société en commandite a conclu des facilités de crédit avec une banque à charte canadienne (la « Banque »), dont le montant ne peut dépasser 1 729 000 \$. Le produit de l'emprunt a été affecté au paiement des frais d'émission et la société en commandite a fourni à la Banque une sûreté sur l'ensemble de son actif. Les montants maximal et minimal empruntés au cours de la période close le 31 décembre 2017 ont été respectivement d'environ 1 685 000 \$ (1 685 000 \$ au 31 décembre 2016) et d'environ néant (948 000 \$ au 31 décembre 2016). Au cours de la période close le 31 décembre 2017, le taux d'intérêt annuel moyen versé sur le solde impayé était de 2,84 % (2,16 % au 31 décembre 2016).

Au 31 décembre 2017, le prêt était remboursé. Au 31 décembre 2016, l'encours des emprunts se chiffrait à environ 1 685 000 \$, soit 9,8 % de la valeur liquidative aux fins des opérations. Pour la période close le 31 décembre 2017, la société en commandite a enregistré une charge d'intérêts d'environ 45 000 \$ (33 000 \$ pour la période close le 31 décembre 2016).

Opérations avec des parties liées

Les ententes ci-dessous ont occasionné des frais payés par la société en commandite à Goodman & Company, Investment Counsel Inc. (« GCICI » ou le « gestionnaire ») ou à des sociétés affiliées à la société en commandite.

Frais de gestion

La société en commandite paie des frais de gestion au gestionnaire en contrepartie des conseils, des recommandations et des services, notamment la dotation en personnel de gestion clé, que ce dernier lui offre à titre de gestionnaire, de conseiller en valeurs et de distributeur principal. Le gestionnaire est également responsable de la gestion des activités quotidiennes de la société en commandite.

Société en commandite de ressources CMP 2016

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Les frais de gestion sont calculés selon un taux annualisé de 2 %, taxes en sus, de la valeur liquidative aux fins des opérations. Ils sont comptabilisés quotidiennement et versés mensuellement, en pourcentage de la valeur liquidative aux fins des opérations de fin de mois, conformément à la convention de gestion de la société en commandite.

Pour la période close le 31 décembre 2017, la société en commandite a payé des frais de gestion d'environ 415 000 \$, taxes de vente comprises (377 000 \$ au 31 décembre 2016), en rémunération de conseils en placement fournis par le gestionnaire.

Prime de rendement

Le gestionnaire a droit à une prime de rendement versée par la société en commandite et correspondant à 20 % de l'excédent, sur 1 120 \$, de la valeur liquidative aux fins des opérations par part à la date de versement de la prime. La prime de rendement est calculée par part et multipliée par le nombre de parts en circulation à la date de versement de la prime. La date de versement de la prime de rendement est i) la date à laquelle l'actif de la société en commandite est viré à un fonds commun de placement, ii) la date à laquelle une liquidation d'un autre type est conclue; ou iii) la date du jour précédant immédiatement la dissolution de la société en commandite et la distribution de ses actifs, selon la première éventualité. La prime de rendement est calculée à la date de versement de la prime et versée aussitôt que possible par la suite. Aux 31 décembre 2017 et 2016, aucune prime de rendement n'a été versée au gestionnaire ni n'était due à celui-ci.

Charges d'exploitation et frais de services administratifs

La société en commandite acquitte toutes les charges liées à ses activités, soit les services de garde, les frais juridiques, les honoraires du comité d'examen indépendant, les honoraires d'audit, les services d'agent de transfert et les frais liés à la préparation de rapports financiers et d'autres rapports, conformément aux lois, règlements et procédures applicables. Ces charges sont comptabilisées quotidiennement. Elles sont payées par le gestionnaire, exception faite de certaines charges comme les intérêts, et celui-ci est ensuite remboursé par la société en commandite. Au 31 décembre 2017, la société en commandite devait au gestionnaire environ 30 000 \$ au titre de dépenses engagées en son nom (41 000 \$ au 31 décembre 2016).

En outre, la société en commandite avait des charges payées ou à payer au gestionnaire (ou à ses sociétés affiliées) d'environ 127 000 \$ (120 000 \$ au 31 décembre 2016) au titre des frais de services administratifs et généraux rendus par celui-ci au cours de la période.

Commissions et commissions de courtage versées aux parties liées

La société en commandite a versé environ 67 000 \$ en commissions de courtage (27 000 \$ au 31 décembre 2016) pour les opérations sur titres effectuées au cours de la période, dont 14 000 \$ (9 000 \$ au 31 décembre 2016) ont été versés à Dundee Securities Ltd. (« DSL »), société affiliée à GCICI. Les accords de paiement indirect, s'il y a lieu, correspondent aux montants payés indirectement à des tiers par l'entremise d'un courtier pour des services, autres que des opérations sur titres, reçus par la société en commandite. Aucun montant n'a été versé par la société en commandite au titre des accords de paiement indirect pour la période.

Opérations entre fonds

La société en commandite peut occasionnellement effectuer des opérations sur titres avec d'autres fonds gérés par le gestionnaire. Ces opérations sont effectuées par l'entremise d'intermédiaires du marché et selon les conditions applicables sur le marché. Elles sont exécutées conformément à la législation sur les valeurs mobilières et aux politiques et procédures du gestionnaire, avec l'approbation du CEI (voir la rubrique « Directives permanentes du comité d'examen indépendant » ci-après). La société en commandite n'a effectué aucune opération sur titres avec d'autres fonds gérés par le gestionnaire au cours de la période.

Souscription de titres

La société en commandite investit dans des actions accréditives par l'intermédiaire de courtiers en valeurs inscrits, dont éventuellement DSL. Les commissions et honoraires d'intermédiation sur ces actions sont versés directement par l'émetteur au courtier. Dans certaines circonstances, DSL et les autres agents peuvent recevoir des honoraires et, parfois, sont autorisés à acheter des actions accréditives en vue de leur vente à la société en commandite.

Société en commandite de ressources CMP 2016

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Directives permanentes du comité d'examen indépendant

Conformément au Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement, le gestionnaire a mis en place un comité d'examen indépendant (le « CEI ») pour surveiller la société en commandite. Les coûts et les charges associés directement aux activités du CEI, dont la rémunération des membres du CEI, sont imputables à la société en commandite. Au 31 décembre 2017, le CEI était composé de trois membres, tous indépendants du gestionnaire.

Le CEI a donné les directives permanentes suivantes à la société en commandite relativement aux opérations avec des parties liées :

- i) paiement de commissions de courtage à DSL pour l'exécution d'opérations sur titres à titre d'agent et de distributeur principal pour le compte de la société en commandite (ci-après les « commissions de courtage »);
- ii) achat ou vente de titres d'un émetteur auprès d'un autre fonds de placement géré par le gestionnaire, sauf si une dispense est obtenue dans certaines circonstances;
- iii) exécution d'opérations de change avec DSL pour le compte de la société en commandite;
- iv) participation à une prise ferme associant DSL, à titre de courtier en valeurs pour le compte de l'émetteur.

Les directives permanentes en question exigent que le gestionnaire établisse des politiques et des procédures qu'il mettra en pratique pour les opérations avec des parties liées. Le gestionnaire doit informer le CEI de tout manquement important à l'une des exigences des directives permanentes.

Celles-ci stipulent notamment que la décision de placement relative à une opération avec des parties liées : a) soit prise par le gestionnaire, libre de toute influence d'une entité liée et sans prendre en considération ni le gestionnaire lui-même ni aucune société associée ou affiliée au gestionnaire, b) représente l'appréciation professionnelle du gestionnaire, non influencée par des considérations autres que l'intérêt de la société en commandite, et c) soit prise conformément aux politiques et aux procédures écrites du gestionnaire. Les opérations exécutées par le gestionnaire en vertu des directives permanentes sont par la suite examinées par le CEI pour un contrôle de conformité.

Au cours de la période, la société en commandite a suivi les directives permanentes du CEI au sujet des opérations avec des parties liées.

Pour la période close le 31 décembre 2017, la société en commandite a payé environ 10 000 \$ (7 000 \$ au 31 décembre 2016) en frais du CEI. Ces coûts sont inclus dans les « Frais d'administration liés aux porteurs de parts », dans les états du résultat global.

Faits saillants financiers

Les tableaux ci-dessous présentent les principales informations financières de la société en commandite et ont pour but d'aider le lecteur à comprendre ses résultats pour la période indiquée. Ces informations sont fournies conformément à la réglementation; par conséquent, il est normal que les sous-totaux ne correspondent pas aux totaux mathématiques, puisque la diminution de l'actif net liée aux activités est fondée sur le nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de la période et que tous les autres montants sont établis selon le nombre réel de parts en circulation au moment pertinent.

Actif net par part de la société en commandite¹⁾ (Début des activités de la société en commandite le 19 février 2016)

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Actif net à l'ouverture de la période	783,62 \$	1 000,00 \$
Frais d'émission	1,60	(77,50)
Actif net à l'ouverture de la période – après ajustement¹⁾²⁾	785,22 \$	922,50 \$
Diminution de l'actif net liée aux activités :		
Revenu total	0,13 \$	0,41 \$
Total des charges	(34,78)	(31,52)
Gain (perte) réalisé pour la période	(1,70)	71,85
Gain (perte) latent pour la période	(38,07)	(69,20)
Diminution totale de l'actif net liée aux activités²⁾	(74,42) \$	(28,46) \$
Prime payée à l'acquisition d'actions accréditives	-	(114,33) \$
Actif net à la clôture de la période¹⁾²⁾⁶⁾	710,80 \$	783,62 \$

Société en commandite de ressources CMP 2016

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Ratios et données supplémentaires

Valeur liquidative totale (en milliers) ⁶⁾	15 394 \$	17 277 \$
Nombre de parts en circulation	22 310	22 310
Frais de gestion	2,00 %	2,00 %
Ratio des frais de gestion (« RFG ») ³⁾	3,80 %*	12,54 %*
RFG avant renoncations ou prises en charge ³⁾	3,80 %*	12,54 %*
Ratio des frais d'opérations (« RFO ») ⁴⁾	0,36 %*	0,14 %*
Taux de rotation du portefeuille ⁵⁾	41,40 %	67,70 %
Valeur liquidative par part⁶⁾	690,02 \$	774,40 \$

* Annualisé, sauf les frais d'émission inclus dans le RFG, lesquels sont traités comme des charges ponctuelles.

- Ces chiffres sont tirés des états financiers audités de la société en commandite pour les périodes closes les 31 décembre 2017 et 2016, respectivement. L'actif net par part présenté dans les états financiers peut différer de la valeur liquidative calculée aux fins de l'évaluation. Ces différences, s'il y a lieu, sont expliquées dans les notes annexes. Certains soldes nuls présentés dans les Faits saillants financiers peuvent être des montants arrondis à zéro.
- L'actif net par part est établi selon le nombre réel de parts en circulation au moment pertinent. L'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités par part est en fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation pour la période.
- Le ratio des frais de gestion (« RFG »), exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre le total des charges (compte non tenu des commissions et des autres coûts de transactions du portefeuille) de la société en commandite pour la période déterminée et sa valeur liquidative moyenne quotidienne pour la période. Le RFG indiqué au 31 décembre 2017 est un RFG annualisé calculé conformément aux exigences de la réglementation. Les statistiques sur le RFG ci-dessous sont présentées à titre d'information.

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
RFG, compte non tenu des frais d'émission	3,80 %	3,46 %
RFG, compte non tenu des frais d'émission et de la taxe de vente	3,39 %	3,08 %

- Le ratio des frais d'opérations (« RFO »), exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre les commissions majorées des autres coûts de transactions du portefeuille de la société en commandite et la valeur liquidative moyenne quotidienne de la société en commandite pour la période.
- Le taux de rotation du portefeuille de la société en commandite indique le degré d'intervention du conseiller en valeurs. Un taux de rotation de 100 % signifie qu'un fonds de placement achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période. Plus le taux de rotation du portefeuille est élevé au cours d'une période, plus les frais d'opérations sont élevés et plus les possibilités qu'un investisseur réalise un gain en capital imposable sont grandes. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un fonds de placement. Le taux de rotation du portefeuille est égal au coût des achats pour la période, ou au produit des ventes de titres du portefeuille si celui-ci est moins élevé, divisé par la valeur marchande moyenne des placements pour la période.
- Le *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-106 ») exige que tous les fonds de placement calculent leur valeur liquidative à toutes les fins autres que l'établissement des états financiers conformément à l'article 14.2, qui, sous certains aspects, est différent des exigences des IFRS. La juste valeur des bons de souscription est établie selon le modèle Black-Scholes selon les IFRS, alors que leur valeur liquidative aux fins des opérations est fondée sur la valeur intrinsèque. Par ailleurs, l'actif net selon les IFRS comprend un ajustement pour une variation des coûts d'émission estimatifs. Un rapprochement de la valeur liquidative aux fins des opérations et de l'actif net selon les IFRS est présenté ci-après.

Au 31 décembre 2017	Total (en milliers de \$)	Par part (\$)
Valeur liquidative aux fins des opérations	15 394	690,02
Ajustement	464	20,78
Actif net selon les IFRS	15 858	710,80

Frais de gestion

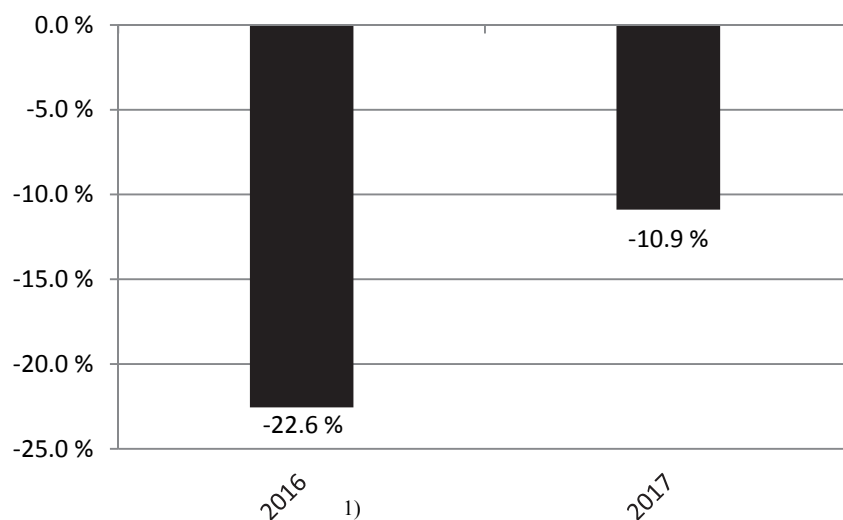
La société en commandite paie au gestionnaire des frais de gestion pour ses seuls services-conseils en gestion de portefeuille. Les frais de gestion sont calculés selon un pourcentage annualisé de 2 % de la valeur liquidative aux fins des opérations de la société en commandite. Ils sont comptabilisés quotidiennement et payés mensuellement.

Société en commandite de ressources CMP 2016

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Rendement passé

Le graphique ci-dessous présente le rendement annuel de la société en commandite et la variation de ce rendement d'un exercice à l'autre. Il indique, sous forme de pourcentage, quelle aurait été la variation, à la hausse ou à la baisse, au dernier jour d'un exercice, d'un placement dans la société de commandite détenu au premier jour de chaque exercice. Les rendements passés de la société en commandite ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur de la société en commandite.



1) Depuis l'établissement de la société en commandite, le 19 février 2016, jusqu'au 31 décembre 2016.

Société en commandite de ressources CMP 2016

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Aperçu des titres en portefeuille au 31 décembre 2017

Le présent aperçu des titres en portefeuille peut varier en raison des opérations en cours d'exécution. Des mises à jour sont disponibles à l'adresse www.goodmanandcompany.com dans les 60 jours suivant la fin de chaque trimestre, sauf pour les données au 31 décembre, date de fin d'exercice, lesquelles sont disponibles 90 jours après cette date.

Par pays/région	Pourcentage de la valeur liquidative totale†	Par catégorie d'actifs	Pourcentage de la valeur liquidative totale†
Canada	72,5	Actions et bons de souscription	78,6
États-Unis	10,2	Trésorerie	18,1
		Revenu fixe	4,1
		Autres éléments de passif net	(0,8)

Par secteur	Pourcentage de la valeur liquidative totale†	Tous les titres	Pourcentage de la valeur liquidative totale†
Or et métaux précieux	22,6	NextSource Materials Inc.	19,3
Énergie	0,4	Trésorerie	18,1
Énergie (autres)^	4,1	Probe Metals Inc.	7,6
Métaux et mines diversifiés	55,6	Premier Gold Mines Ltd.	7,4
		Ascot Resources Ltd.	6,4
		Discovery Metals Corp.	6,4
		Coeur Mining Inc.	6,1
		Braggawatt Energy Inc., débiteures convertibles, 5 %, 31 déc. 2019	4,1
		Cabral Gold Inc.	4,1
		Aurania Resources Ltd.	3,9
		Ressources Beaufield Inc.	3,5
		Dolly Varden Silver Corp.	3,3
		MacDonald Mines Exploration Ltd	3,2
		North American Nickel Inc.	3,2
		Erdene Resource Development Corp.	2,5
		OK2 Minerals Ltd.	1,1
		Gran Tierra Energy Inc.	0,4
		Alexandria Minerals Corp., bons de souscription, 0,10 \$, 10 juin 2019	0,0
		Aurania Resources Ltd., bons de souscription, 3,00 \$, 19 oct. 2018	0,0
		Braggawatt Energy Inc., restr.	0,0
		Discovery Metals Corp., bons de souscription, 1,00 \$, 17 août 2019	0,0
		North American Nickel Inc., bons de souscription, 0,12 \$, 8 juin 2019	0,0
		Probe Metals Inc., bons de souscription, 1,75 \$, 17 févr. 2018	0,0

† Valeur liquidative aux fins des opérations (environ 15 394 000 \$ au 31 décembre 2017).

^ La composante « Énergie (autres) » du portefeuille est composée de sociétés dont l'objectif principal est l'exploration, la mise en valeur et la production de sources d'énergie alternatives (autres que le pétrole et le gaz naturel), notamment l'uranium, l'énergie éolienne et l'énergie géothermique.

Société en commandite de ressources CMP 2016

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines rubriques du présent rapport, notamment les rubriques « Résultats » et « Événements récents », peuvent contenir des énoncés prospectifs au sujet de la société en commandite (le cas échéant), y compris des énoncés relatifs à sa stratégie, à ses risques, à son rendement prévu et à sa situation. Les énoncés prospectifs comprennent les énoncés de nature prévisionnelle qui dépendent de conditions ou d'événements futurs ou qui s'y rapportent, ou qui contiennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « projeter », « compter », « croire », « estimer » ainsi que d'autres termes semblables ou les formes négatives de ces termes.

En outre, tout énoncé concernant le rendement futur, les stratégies ou les perspectives, ainsi que les mesures futures que pourrait prendre la société en commandite, est également considéré comme un énoncé prospectif. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les prévisions et les projections actuelles à l'égard d'éléments généraux futurs concernant l'économie, la politique et les marchés, comme les taux d'intérêt, les taux de change, les marchés boursiers et financiers et le contexte économique général; dans chaque cas, on suppose que les lois et règlements ainsi que les impôts applicables ne font l'objet d'aucune modification. Les prévisions et les projections ayant trait à des événements futurs sont fondamentalement exposées, entre autres, à des risques et incertitudes, dont certains peuvent s'avérer imprévisibles. Par conséquent, les hypothèses relatives à la conjoncture économique future et à d'autres facteurs peuvent se révéler inexactes à une date ultérieure.

Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties du rendement futur, et les événements réels pourraient différer sensiblement de ceux mentionnés de manière implicite ou explicite dans tout énoncé prospectif de la société en commandite. Divers facteurs importants peuvent expliquer ces écarts, notamment la conjoncture économique et politique et les conditions des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, les taux de change et les taux d'intérêt, les activités des marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, les modifications en matière de réglementations gouvernementales, les procédures juridiques ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Nous insistons sur le fait que la liste de facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive.

Nous invitons le lecteur à bien tenir compte de ces facteurs, ainsi que d'autres, avant de prendre toute décision de placement, et nous lui recommandons de ne pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. De plus, il importe de savoir que la société en commandite n'a pas l'intention de mettre à jour les énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autres, avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du Fonds.

Société en commandite de ressources CMP 2016

ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Aux (en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre de parts et les montants par part)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Actif		
Actif courant		
Placements, à la juste valeur	13 186 \$	19 015 \$
Trésorerie	2 788	344
	15 974	19 359
Passif		
Passif courant		
Emprunt (note 5)	–	1 685
Frais de gestion à payer	29	33
Charge d'intérêts à payer	–	11
Charges à payer	87	111
Frais d'émission à payer	–	36
	116	1 876
Actif net représentant l'avoir des commanditaires (note 7)	15 858	17 483
Avoir des commanditaires	20 616	20 581
Déficit accumulé	(4 758)	(3 098)
	15 858	17 483
Nombre de parts en circulation (note 7)	22 310	22 310
Actif net par part (note 8)	710,80 \$	783,62 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Société en commandite de ressources CMP 2016

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL

Périodes close les (note 1) (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Revenu (perte)		
Revenus d'intérêts	3 \$	4 \$
(Perte) gain de change sur la trésorerie	(4)	5
Autres variations de la juste valeur des placements :		
Variation nette de la moins-value latente des placements	(849)	(1 501)
(Perte) gain net réalisé sur la vente de placements	(34)	1 559
	(884)	67
Charges (note 6)		
Frais de gestion	415	377
Frais d'administration liés aux porteurs de parts	127	138
Coûts de transactions	67	27
Frais d'information aux porteurs de parts	53	46
Charge d'intérêts (note 5)	45	33
Honoraires d'audit	44	41
Droits de garde et frais bancaires	18	15
Frais juridiques	7	7
	776	684
Diminution de l'actif net liée aux activités	(1 660)	(617)
Diminution de l'actif net liée aux activités, par part (note 9)	(74,42) \$	(28,46) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Société en commandite de ressources CMP 2016

ÉTATS DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET REPRÉSENTANT LE CAPITAL DES COMMANDITAIRES

Périodes closes les (note 1)	Avoir des commanditaires	Déficit accumulé	Total
(en milliers de dollars canadiens)			
Solde au 19 février 2016	– \$	– \$	– \$
Produit de l'émission de parts	22 310	–	22 310
Diminution de l'actif net liée aux activités	–	(617)	(617)
Frais d'émission	(1 729)	–	(1 729)
Prime payée à l'acquisition d'actions accréditives	–	(2 481)	(2 481)
Solde au 31 décembre 2016	20 581 \$	(3 098) \$	17 483 \$
Diminution de l'actif net liée aux activités	–	(1 660)	(1 660)
Frais d'émission	35	–	35
Solde au 31 décembre 2017	20 616 \$	(4 758) \$	15 858 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Société en commandite de ressources CMP 2016

TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

Périodes closes les (note 1)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
(en milliers de dollars canadiens)		
Activités d'exploitation :		
Diminution de l'actif net liée aux activités	(1 660) \$	(617) \$
Ajustements au titre des éléments suivants :		
Perte (gain) de change sur la trésorerie	4	(5)
Variation nette de la moins-value latente des placements	849	1 501
Perte (gain) net réalisé sur la vente de placements	34	(1 559)
Achat de placements	(6 539)	(28 403)
Produit de la vente de placements	11 484	6 965
(Diminution) augmentation des charges à payer et des frais de gestion à payer	(39)	155
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	4 133	(21 963)
Activités de financement :		
Produit brut de l'émission	-	22 310
Frais d'émission	-	(1 693)
(Diminution) augmentation de l'emprunt	(1 685)	1 685
(Sorties) entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement	(1 685)	22 302
Flux de trésorerie de la période, montant net	2 448	339
(Perte) gain de change sur la trésorerie	(4)	5
Trésorerie à l'ouverture de la période	344	-
Trésorerie à la clôture de la période	2 788	344
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent :		
Intérêts reçus	3 \$	4 \$
Intérêts versés	(56) \$	(22) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Société en commandite de ressources CMP 2016

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE

Au 31 décembre 2017

	Nombre d'actions	Coût† (en milliers)	Valeur comptable (en milliers)
ACTIONS ET BONS DE SOUSCRIPTION (83,2 %)			
Métaux et mines diversifiés (22,2 %)			
NextSource Materials Inc.	45 714 286	3 200 \$	2 971 \$
North American Nickel Inc.	6 667 000	500	500
North American Nickel Inc., bons de souscription, 0,12 \$, 8 juin 2019*	3 333 500	-	52
		3 700	3 523
Énergie (autres) (0,4 %)			
Braggawatt Energy Inc., restr.*	390	-	-
Gran Tierra Energy Inc.	16 650	52	57
		52	57
Or et métaux précieux (60,0 %)			
Alexandria Minerals Corp., bons de souscription, 0,10 \$, 10 juin 2019*	4 166 500	-	94
Ascot Resources Ltd.	650 000	1 463	988
Aurania Resources Ltd., bons de souscription, 3,00 \$, 19 oct. 2018*	125 000	-	41
Aurania Resources Ltd.	250 000	500	605
Ressources Beaufield Inc.	4 700 000	958	541
Cabral Gold Ltd.	1 500 000	500	630
Coeur Mining Inc.	100 000	965	939
Discovery Metals Corp.	2 000 000	1 000	1 040
Discovery Metals Corp., bons de souscription, 1,00 \$, 17 août 2019*	2 000 000	-	734
Dolly Varden Silver Corp.	715 000	500	508
Erdene Resource Development Corp.	649 400	500	390
MacDonald Mines Exploration Ltd	5 000 000	500	500
OK2 Minerals Ltd.	2 941 177	500	176
Premier Gold Mines Ltd.	316 525	1 583	1 139
Probe Metals Inc.	781 250	1 000	1 172
Metals Inc., bons de souscription, 1,75 \$, 17 févr. 2018*	390 625	-	11
		9 969	9 508
REVENU FIXE (0,6 %)			
Énergie (autres) (0,6 %)			
Braggawatt Energy Inc., débetures convertibles, 5 %, 31 déc. 2019*	1 950 000	2 627	98
		2 627	98
COÛT ET VALEUR COMPTABLE DES PLACEMENTS (83,2 %)			
		16 348	13 186
PRIME PAYÉE POUR L'ACQUISITION DES ACTIONS ACCRÉDITIVES			
		(806)	-
COÛTS DE TRANSACTIONS (0,00 %) (note 3)			
		(6)	-
COÛT TOTAL ET VALEUR COMPTABLE DES PLACEMENTS (83,2 %)			
		15 536	13 186

Le coût moyen ou la juste valeur de certains titres peuvent être des montants différents de zéro, mais arrondis à zéro. Les pourcentages correspondent à la valeur comptable exprimée en pourcentage de l'actif net représentant l'avoir des commanditaires.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Société en commandite de ressources CMP 2016

NOTES ANNEXES

1. La société en commandite

a) Organisation de la société en commandite

La Société en commandite de ressources CMP 2016 (la « société en commandite ») a été constituée en vertu des lois de la province d'Ontario. La société en commandite cherche à offrir à ses commanditaires un placement ouvrant droit à une aide fiscale dans un portefeuille diversifié d'actions accréditives et, le cas échéant, d'autres titres de sociétés de ressources, en vue de dégager un revenu et de réaliser une plus-value du capital. La société en commandite a été constituée le 26 janvier 2016 et les parts de société en commandite (les « parts ») ont été émises le 19 février 2016. L'établissement principal de la société en commandite est situé au 1 Adelaide Street East, Suite 2100, Toronto (Ontario) M5C 2V9.

Goodman GP Ltd. (le « commandité ») est le commandité de la société en commandite. Le commandité est responsable de la gestion de la société en commandite conformément aux conditions du contrat de société en commandite. La publication des présents états financiers a été approuvée par le commandité le 22 mars 2018.

b) Gestionnaire

La société en commandite a fait appel à Goodman & Company, Investment Counsel Inc. (« GCICI » ou le « gestionnaire ») à titre de gestionnaire de fonds d'investissement de la société en commandite. Le gestionnaire a pour responsabilité de fournir à la société en commandite des services de placement, de gestion, d'administration et autres. Le gestionnaire est une filiale en propriété exclusive de Dundee Corporation, société de placement canadienne ouverte indépendante, inscrite à la Bourse de Toronto sous le symbole « DC.A ».

c) Dates de présentation de l'information financière

Les états de la situation financière sont arrêtés aux 31 décembre 2017 et 2016. Les états du résultat global, les états de l'évolution de l'actif net représentant le capital des commanditaires et les tableaux des flux de trésorerie portent sur les périodes closes le 31 décembre 2017 et la période comprise entre le 19 février 2016, date de début des activités de la société en commandite, et le 31 décembre 2016. Dans le présent document, les termes « période » ou « périodes » désignent la ou les période(s) indiquées ici.

Ces états financiers présentent la situation financière et les résultats des activités de la société en commandite. Par conséquent, ils ne présentent pas tous les actifs, passifs, produits ou charges des commanditaires.

2. Mode de présentation

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière.

Les états financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne la réévaluation des actifs et des passifs financiers (instruments financiers dérivés compris), effectuée à la juste valeur par le biais du résultat net.

3. Résumé des principales méthodes comptables

a) Évaluation de la juste valeur

La juste valeur des actifs et des passifs financiers négociés sur des marchés actifs (comme les dérivés et les titres négociables cotés) est fondée sur le cours du marché. Conformément aux dispositions du prospectus de la société en commandite, les placements sont évalués selon le dernier cours pour déterminer la valeur liquidative aux fins des opérations par part. Aux fins de la présentation des états financiers, la société en commandite utilise le dernier cours pour les actifs et les passifs financiers lorsque ce cours s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur du jour. Lorsque le dernier cours ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-vendeur, le gestionnaire détermine le point de l'écart acheteur-vendeur qui est le plus représentatif de la juste valeur.

b) Instruments financiers

La société en commandite comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale, majorée des coûts de transactions dans le cas des instruments financiers évalués au coût amorti. La société en commandite classe ses placements comme étant des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »). Certains des placements de la société en commandite ont été classés en tant qu'instruments financiers à la JVRN, car ils répondent aux critères permettant de les désigner comme détenus à des fins de transaction (« DFT »). La société en commandite a choisi de désigner comme actifs financiers désignés à la JVRN (« actifs désignés à la JVRN ») les autres placements ne répondant pas aux critères permettant leur classement en tant que DFT.

Société en commandite de ressources CMP 2016

NOTES ANNEXES (suite)

c) **Actions accréditives**

La société en commandite investit dans des actions accréditives. Le prix d'acquisition d'actions de ce type tient nécessairement compte de l'avantage fiscal lié à leur achat. La part du prix d'acquisition correspondant à l'avantage fiscal obtenu par la société en commandite est imputée aux capitaux propres. La valeur de cet avantage fiscal est réputée correspondre à l'écart entre le prix d'achat des actions accréditives et la juste valeur de ces mêmes actions accréditives si elles étaient achetées sans l'avantage fiscal, et elle est inscrite au poste « Prime payée à l'acquisition d'actions accréditives » des états de l'évolution de l'actif net représentant le capital des commanditaires.

d) **Autres éléments d'actifs et de passifs**

La trésorerie est un instrument financier classé dans les prêts et créances et comptabilisé au coût amorti. De la même manière, l'emprunt, les frais de gestion à payer, les charges d'intérêts à payer, les charges à payer et les frais d'émission à payer sont considérés comme des instruments financiers désignés comme étant d'autres passifs financiers et comptabilisés au coût amorti. Le coût amorti de ces actifs et de ces passifs avoisine leur juste valeur, en raison de leur nature à court terme.

Selon la méthode du coût amorti, les actifs et les passifs financiers reflètent le montant à recevoir ou à payer, actualisé s'il y a lieu, selon le taux d'intérêt effectif du contrat.

e) **Opérations de placement**

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de l'opération. Le coût des placements correspond au montant payé pour chaque titre, compte non tenu des coûts de transactions.

f) **Coûts de transactions**

Les coûts de transactions sont des coûts progressifs directement attribuables à l'acquisition, à l'émission ou à la cession d'un placement et comprennent les honoraires et commissions versés à des placeurs pour compte, à des conseillers, à des courtiers et à des contrepartistes, les sommes prélevées par les organismes de réglementation et les bourses de valeurs, ainsi que les taxes et droits de transfert. Les coûts de transactions relatifs aux instruments évalués à la JVRN sont comptabilisés à mesure qu'ils sont engagés.

g) **Comptabilisation/décomptabilisation du revenu**

Les actifs et les passifs financiers désignés à la JVRN sont initialement comptabilisés à la juste valeur. À partir de cette date, tout gain ou perte découlant des variations de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers est comptabilisé à l'état du résultat global.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie qui y sont attachés expirent ou si l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages découlant de sa possession ont été transférés à une autre entité. La société en commandite décomptabilise les passifs financiers lorsqu'elle s'est acquittée de ses obligations ou que celles-ci ont été annulées ou ont expiré.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés, et les revenus de dividendes sont inscrits à la date ex-dividende.

h) **Conversion de devises**

La monnaie de présentation de la société en commandite est le dollar canadien, qui est aussi sa monnaie fonctionnelle. Toute monnaie autre que le dollar canadien constitue une devise pour la société en commandite.

La juste valeur des placements et des autres actifs et passifs libellés en devises est convertie en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date d'évaluation. Les opérations libellées en devises sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains ou les pertes de change latents sur les placements sont inscrits au poste « Variation nette de la moins-value latente des placements » dans les états du résultat global.

Société en commandite de ressources CMP 2016

NOTES ANNEXES (suite)

i) Diminution de l'actif net liée aux activités, par part

Le poste « Diminution de l'actif net liée aux activités, par part » figure dans les états du résultat global et correspond à la diminution de l'actif net liée aux activités de la période, divisée par le nombre moyen pondéré de parts en circulation pour la période. Voir la note 9 pour obtenir le calcul de la diminution de l'actif net liée aux activités, par part.

j) Répartition des revenus et des pertes de la société en commandite

La totalité des frais d'exploration engagés au Canada qui ont fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société en commandite et dont la date de prise d'effet tombe au cours du même exercice et 99,99 % du revenu ou de la perte nette de la société en commandite pour l'exercice sont attribués aux commanditaires à la fin de l'exercice, au prorata du nombre de parts qu'ils détiennent. La société en commandite n'est pas une personne morale imposable. Il n'y a donc pas lieu de constituer une charge d'impôts. Le commandité a droit à 0,01 % du revenu net ou prend en charge 0,01 % de la perte nette de la société en commandite.

k) Montants différents de zéro

Certains soldes présentés dans les états financiers peuvent être des montants arrondis à zéro.

l) Normes comptables publiées mais non encore adoptées

En juillet 2014, l'International Accounting Standards Board a publié la version définitive d'IFRS 9 *Instruments financiers* (« IFRS 9 »). Cette version, qui remplacera IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, introduit un modèle de classement et d'évaluation, un modèle prospectif unique de dépréciation liée à la perte prévue et une méthode profondément modifiée de la comptabilité de couverture. La nouvelle méthode de classement des actifs financiers, fondée sur des principes, dépend des caractéristiques des flux de trésorerie et du modèle économique dans lequel s'inscrit la détention de ces actifs. Ce modèle se traduit également par l'application à tous les instruments financiers d'un modèle unique de dépréciation qui exigera une comptabilisation plus rapide des pertes de créances prévues. En outre, le risque de crédit propre à une entité est désormais pris en compte dans l'évaluation des passifs à la juste valeur, de sorte que les profits découlant de la dégradation du risque de crédit propre à l'entité ne seront plus comptabilisés en résultat net. IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Le gestionnaire a déterminé que la société en commandite devra fournir des informations supplémentaires sur les changements qu'elle devra apporter au classement de certains instruments financiers pour le rendre conforme à IFRS 9. L'adoption de la norme n'aura aucune incidence sur l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables.

4. Estimations comptables et jugements critiques

Lorsqu'elle prépare les états financiers, la direction doit faire appel à son jugement pour appliquer les méthodes comptables et établir des estimations et des hypothèses pour l'avenir. Les paragraphes suivants présentent une analyse des jugements et estimations comptables les plus importants établis par le gestionnaire aux fins de la préparation des états financiers.

a) Classement et évaluation des placements et application de l'option de la juste valeur

La société en commandite doit poser un jugement important pour déterminer si un instrument financier ne répondant pas aux critères permettant de le classer comme DFT peut être classé dans les actifs désignés à la JVRN. Pour classer un instrument financier dans les actifs désignés à la JVRN, la société en commandite doit évaluer s'il fait partie d'un groupe d'instruments financiers qui est géré conformément à une stratégie de placement établie et dont le rendement est évalué à la juste valeur.

b) Évaluation de la juste valeur des titres non cotés sur un marché actif

La détermination de la juste valeur des instruments financiers non cotés sur un marché actif est l'un des principaux éléments à l'égard desquels le gestionnaire doit exercer son jugement, l'estimation pouvant être complexe ou subjective. La juste valeur des actifs et des passifs financiers qui ne sont pas cotés sur un marché actif est déterminée au moyen de techniques d'évaluation. L'utilisation de techniques d'évaluation pour les instruments financiers non cotés sur un marché actif exige que le gestionnaire pose des hypothèses fondées sur les conditions du marché à la date des états financiers. Tout changement à ces hypothèses par suite d'une modification des conditions du marché peut avoir une incidence sur la juste valeur publiée des instruments financiers. Les techniques d'évaluation utilisent la décote d'illiquidité appliquée aux cours du marché pour l'évaluation des actions cotées qui sont assujetties à des restrictions à la vente, ainsi que des modèles d'évaluation des options.

Société en commandite de ressources CMP 2016

NOTES ANNEXES (suite)

5. Emprunts

La société en commandite a conclu des facilités de crédit avec une banque à charte canadienne (la « Banque »), dont le montant ne peut dépasser 1 729 000 \$. Le produit de l'emprunt a été affecté au paiement des frais d'émission et la société en commandite a fourni à la Banque une sûreté sur l'ensemble de son actif. Les montants maximal et minimal empruntés au cours de la période close le 31 décembre 2017 ont été respectivement d'environ 1 685 000 \$ (1 685 000 \$ au 31 décembre 2016) et de néant (948 000 \$ au 31 décembre 2016). Au cours de la période close le 31 décembre 2017, le taux d'intérêt annuel moyen versé sur le solde impayé était de 2,84 % (2,16 % au 31 décembre 2016).

Au 31 décembre 2017, le prêt était remboursé. Au 31 décembre 2016, l'encours des emprunts était d'environ 1 685 000 \$, soit approximativement 10,6 % de l'actif net. Pour la période close le 31 décembre 2017, la société en commandite a enregistré une charge d'intérêts d'environ 45 000 \$ (33 000 \$ pour la période close le 31 décembre 2016).

6. Charges et opérations avec des parties liées

a) Frais de gestion

La société en commandite paie des frais de gestion au gestionnaire en contrepartie des conseils, des recommandations et des services, y compris le personnel clé, qu'il lui offre à titre de gestionnaire, de conseiller en valeurs et de distributeur principal de la société en commandite. Le gestionnaire est également responsable de la gestion des activités quotidiennes de la société en commandite.

Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de 2 %, taxes en sus, de la valeur liquidative aux fins des opérations de la société en commandite. Ils sont calculés quotidiennement et payés mensuellement, selon un pourcentage de la valeur liquidative aux fins des opérations à la fin du mois, conformément à la convention de gestion de la société en commandite.

En contrepartie des services-conseils de gestion de portefeuille fournis par le gestionnaire, la société en commandite a payé des frais de gestion, taxe de vente comprise, d'environ 415 000 \$ pour la période close le 31 décembre 2017 (377 000 \$ pour la période close le 31 décembre 2016).

b) Prime de rendement

Le gestionnaire a droit à une prime de rendement versée par la société en commandite et correspondant à 20 % de l'excédent sur 1 120 \$ de la valeur liquidative par part à la date de versement de la prime. La prime de rendement est calculée par part et multipliée par le nombre de parts en circulation à la date de versement de la prime. La date de versement de la prime de rendement correspond à la première des dates suivantes : i) la date à laquelle l'actif de la société en commandite est viré selon une opération de roulement de fonds commun de placement, ii) la date à laquelle une opération de liquidité de rechange est effectuée et iii) le jour précédant immédiatement la date à laquelle l'actif de la société en commandite est distribué dans le cadre de sa dissolution ou de sa liquidation. La prime de rendement est calculée à la date de versement de la prime et versée aussitôt que possible par la suite. Aux 31 décembre 2017 et 2016, aucune prime de rendement n'a été versée au gestionnaire ou n'était due à celui-ci.

c) Charges d'exploitation et frais de services administratifs

La société en commandite acquitte toutes les charges liées à ses activités, soit les services de garde, les frais juridiques, les honoraires du comité d'examen indépendant, les honoraires d'audit, les services d'agent de transfert et les frais liés à la préparation de rapports financiers et d'autres rapports, conformément aux lois, règlements et procédures applicables. Ces charges sont comptabilisées quotidiennement. Elles sont payées par le gestionnaire, exception faite de certaines charges comme les intérêts, et celui-ci est ensuite remboursé par la société en commandite. Au 31 décembre 2017, la société en commandite devait au gestionnaire environ 30 000 \$ au titre de dépenses engagées en son nom (41 000 \$ au 31 décembre 2016).

En outre, la société en commandite avait des charges payées ou à payer au gestionnaire (ou à ses sociétés affiliées) d'environ 127 000 \$ (120 000 \$ au 31 décembre 2016) au titre des frais de services administratifs et généraux rendus par celui-ci au cours de la période.

Société en commandite de ressources CMP 2016

NOTES ANNEXES (suite)

d) Commissions et commissions de courtage versées aux parties liées

La société en commandite a versé environ 67 000 \$ en commissions de courtage (27 000 \$ au 31 décembre 2016) pour les opérations sur titres effectuées au cours de la période, dont 14 000 \$ (9 000 \$ au 31 décembre 2016) ont été versés à Dundee Securities Ltd. (« DSL »), société affiliée à GCICI. Les accords de paiement indirect, s'il y a lieu, correspondent aux montants payés indirectement à des tiers par l'entremise d'un courtier pour des services, autres que des opérations sur titres, reçus par la société en commandite. Aucun montant n'a été versé par la société en commandite au titre des accords de paiement indirect pour la période.

e) Opérations entre fonds

La société en commandite peut occasionnellement effectuer des opérations sur titres avec d'autres fonds gérés par le gestionnaire. Ces opérations sont effectuées par l'entremise d'intermédiaires du marché et selon les conditions applicables sur le marché. Elles sont exécutées conformément à la législation sur les valeurs mobilières et aux politiques et procédures du gestionnaire, avec l'approbation du CEI (voir la rubrique « Directives permanentes du comité d'examen indépendant » ci-après). La société en commandite n'a effectué aucune opération sur titres avec d'autres fonds gérés par le gestionnaire au cours de la période.

f) Souscription de titres

La société en commandite investit dans des actions accréditives par l'intermédiaire de courtiers en valeurs inscrits, dont éventuellement DSL. Les commissions et honoraires d'intermédiation sur ces actions sont versés directement par l'émetteur au courtier. Dans certaines circonstances, DSL et les autres agents peuvent recevoir des honoraires et, parfois, sont autorisés à acheter des actions accréditives en vue de leur vente à la société en commandite.

g) Directives permanentes du comité d'examen indépendant

Conformément au *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement*, le gestionnaire a mis en place un comité d'examen indépendant (le « CEI ») pour surveiller la société en commandite. Les coûts et les charges associés directement aux activités du CEI, dont la rémunération des membres du CEI, sont imputables à la société en commandite. Au 31 décembre 2017, le CEI était composé de trois membres, tous indépendants du gestionnaire.

Le CEI a donné les directives permanentes suivantes à la société en commandite relativement aux opérations avec des parties liées :

- i) paiement de commissions de courtage à DSL pour l'exécution d'opérations sur titres à titre d'agent et de distributeur principal pour le compte de la société en commandite (les « commissions de courtage »);
- ii) achat ou vente de titres d'un émetteur auprès d'un autre fonds de placement géré par le gestionnaire, sauf si une dispense est obtenue dans certaines circonstances;
- iii) exécution d'opérations de change avec DSL pour le compte de la société en commandite;
- iv) participation à une prise ferme associant DSL, à titre de courtier en valeurs pour le compte de l'émetteur.

Les directives permanentes en question exigent que le gestionnaire établisse des politiques et des procédures qu'il mettra en pratique pour les opérations avec des parties liées. Le gestionnaire doit informer le CEI de tout manquement important à l'une des exigences des directives permanentes.

Celles-ci stipulent notamment que la décision de placement relative à une opération avec des parties liées : a) soit prise par le gestionnaire, libre de toute influence d'une entité liée et sans prendre en considération ni le gestionnaire lui-même ni aucune société associée ou affiliée au gestionnaire, b) représente l'appréciation professionnelle du gestionnaire, non influencée par des considérations autres que l'intérêt de la société en commandite, et c) soit prise conformément aux politiques et aux procédures écrites du gestionnaire. Les opérations exécutées par le gestionnaire en vertu des directives permanentes sont par la suite examinées par le CEI pour un contrôle de conformité.

Au cours de la période, la société en commandite a suivi les directives permanentes du CEI au sujet des opérations avec des parties liées.

Pour la période close le 31 décembre 2017, la société en commandite a payé environ 10 000 \$ (7 000 \$ au 31 décembre 2016) en frais du CEI. Ces coûts sont inclus dans les « Frais d'administration liés aux porteurs de parts », dans l'état du résultat global.

Société en commandite de ressources CMP 2016

NOTES ANNEXES (suite)

7. Avoir des commanditaires

L'avoir des commanditaires correspond à l'actif net de la société en commandite; il est composé des parts émises et du déficit accumulé. Le capital de la société en commandite n'est soumis à aucune exigence réglementaire. Il est géré conformément à l'objectif, aux politiques et aux restrictions de placement de la société en commandite, tels qu'ils sont mentionnés dans son prospectus. Les parts ont été émises au prix de 1 000 \$ la part, sous réserve d'une souscription minimum de cinq parts pour 5 000 \$. La société en commandite a l'intention de transférer, avant le 1^{er} juillet 2018, son actif à un fonds commun de placement en échange d'actions rachetables de ce dernier.

Conformément aux modalités de la convention de cession et de la convention de la société en commandite, au moment de la réalisation de l'opération de roulement du fonds commun de placement et de la dissolution de la société en commandite, les commanditaires recevront, avec imposition reportée, leur quote-part des actions dudit fonds.

Toutes les parts sont de même catégorie et comportent des droits et privilèges égaux, y compris une participation équivalente dans toute distribution effectuée par la société en commandite et le droit à un vote à chaque assemblée des commanditaires. Selon IAS 32 *Instruments financiers : Présentation*, les instruments financiers qui comportent une obligation contractuelle obligeant l'émetteur à verser une quote-part de son actif net à la liquidation seulement doivent être classés dans les capitaux propres s'ils répondent à certains critères. Les parts de la société en commandite sont classées dans les capitaux propres puisqu'elles répondent à ces critères.

Le tableau suivant présente les parts en circulation :

Nombre de parts en circulation	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Ouverture de la période	22 310	–
Souscriptions	–	22 310
Clôture de la période	22 310	22 310

8. Rapprochement de l'actif net par part selon les IFRS et de la valeur liquidative aux fins des opérations par part

Le tableau suivant présente un rapprochement de l'actif net par part selon les IFRS et de la valeur liquidative aux fins des opérations par part.

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Valeur liquidative aux fins des opérations, par part	690,02 \$	774,40 \$
Actif net selon les IFRS, par part	710,80 \$	783,62 \$

9. Diminution de l'actif net liée aux activités, par part

La diminution de l'actif net liée aux activités par part s'établit comme suit pour les périodes closes les 31 décembre 2017 et 2016 :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Diminution de l'actif net liée aux activités (en milliers)	(1 660) \$	(617) \$
Nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de la période	22 310	21 699
Diminution de l'actif net liée aux activités, par part	(74,42) \$	(28,46) \$

Société en commandite de ressources CMP 2016

NOTES ANNEXES (suite)

10. Risques associés aux instruments financiers

La société en commandite cherche à offrir à ses commanditaires un placement ouvrant droit à une aide fiscale dans un portefeuille diversifié d'actions accréditives et d'autres titres de sociétés de ressources, le cas échéant, en vue d'obtenir un revenu et une plus-value du capital.

Les activités de placement de la société en commandite l'exposent à divers risques financiers : le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de marché (y compris le risque de taux d'intérêt, le risque de change et l'autre risque de prix) et le risque de concentration. Le gestionnaire cherche à minimiser toute incidence négative de ces risques sur le rendement de la société en commandite en ayant recours aux services de conseillers en valeurs professionnels expérimentés qui surveillent régulièrement la répartition optimale de l'actif de la société en commandite et les événements qui se produisent sur le marché, et qui diversifient le portefeuille conformément à l'objectif de placement de la société en commandite.

Pour aider à la gestion des risques, le gestionnaire a établi et maintient une structure de gouvernance visant à surveiller les activités de placement de la société en commandite et à assurer le respect de l'objectif et des directives de placement de celle-ci. Les risques importants auxquels s'expose la société en commandite sont décrits ci-après.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait la contrepartie à subir une perte financière. Le risque de crédit auquel pourrait être exposée la société en commandite peut émaner de l'achat d'instruments de créance, d'opérations sur titres (bons de souscription compris), ou de l'utilisation de services de garde, de prêts ou de comptes bancaires, le cas échéant.

Au 31 décembre 2017, environ 98 000 \$ (2 618 000 \$ au 31 décembre 2016) de l'actif net de la société en commandite étaient exposés au risque de crédit.

Toutes les opérations de placement sont réglées à la livraison, ce qui réduit le risque de défaut des contreparties. La livraison de titres vendus n'a lieu qu'une fois le paiement reçu par le dépositaire et, inversement, le paiement d'un achat n'est effectué qu'une fois les titres livrés au dépositaire. L'opération est annulée si l'une des parties ne s'acquitte pas de ses obligations. Lorsque la société en commandite négocie des titres cotés et non cotés par l'entremise d'un courtier, elle ne fait appel qu'à des courtiers reconnus inscrits auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières concernées. En outre, les opérations de garde sont exécutées par des contreparties notées A ou plus par l'agence de notation Standard & Poor's. Par conséquent, le risque de crédit lié aux opérations sur titres est faible.

La société en commandite ne fait des dépôts d'actifs qu'auprès de sociétés de bonne réputation et habilitées à agir à titre de dépositaire en vertu du *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement*. Cependant, dans les cas de faillite ou d'insolvabilité de ces sociétés, les titres ou les autres actifs déposés auprès d'elles peuvent être exposés au risque de crédit, ou l'accès à ces titres ou aux autres actifs peut être retardé ou restreint.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la société en commandite ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Pour conserver suffisamment de liquidités, la société en commandite investit généralement ses actifs dans des titres négociés sur un marché actif et pouvant être facilement vendus. La société en commandite détient également des titres qui ne sont pas négociés sur un marché actif et qui peuvent être non liquides. Ces placements sont présentés, dans l'inventaire du portefeuille, comme des titres faisant l'objet de restrictions. En outre, la société en commandite cherche à conserver des positions en trésorerie suffisantes pour maintenir ses liquidités.

Les passifs financiers figurant dans les états de la situation financière sont des passifs courants dont le règlement est donc prévu dans un délai d'un an après la date de clôture des états financiers.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des instruments financiers de la société en commandite varient en raison des fluctuations des taux d'intérêt en vigueur sur les marchés. L'exposition au risque de taux d'intérêt est surtout attribuable au montant emprunté dans le cadre de la facilité de crédit conclue par la société en commandite. Le tableau ci-dessous présente l'exposition de la société en commandite au risque de taux d'intérêt aux 31 décembre 2017 et 2016.

Société en commandite de ressources CMP 2016

NOTES ANNEXES (suite)

	31 décembre 2017 (en milliers)	31 décembre 2016 (en milliers)
Emprunt (note 5)	– \$	1 685 \$
Total	– \$	1 685 \$

Si les taux d'intérêt en vigueur avaient augmenté ou diminué de 1 %, toutes les autres variables demeurant constantes, l'actif net aurait diminué ou augmenté, respectivement, d'environ néant (17 000 \$ au 31 décembre 2016).

Risque de change

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient en raison des fluctuations des taux de change. L'exposition au risque de change est principalement attribuable aux instruments financiers (trésorerie comprise) libellés dans une monnaie autre que le dollar canadien, la monnaie fonctionnelle de la société en commandite.

Le tableau ci-dessous présente les principales devises auxquelles la société en commandite était exposée au 31 décembre 2017. Il indique également l'effet potentiel, sur l'actif net de la société en commandite, d'une appréciation ou d'une dépréciation de 5 % du dollar canadien par rapport à chacune des monnaies étrangères présentées, compte non tenu de la variation des frais de gestion et de la prime de rendement.

31 décembre 2017 (en milliers)						
Devises	Exposition			Incidence d'une variation de 5 % des valeurs de change		
	Trésorerie	Titres	Total	Trésorerie	Titres	Total
Dollar américain	– \$	1 036 \$	1 036 \$	– \$	52 \$	52 \$
Total	– \$	1 036 \$	1 036 \$	– \$	52 \$	52 \$
% de l'actif net	–	6,53	6,53	–	0,33	0,33

31 décembre 2016 (en milliers)						
Devises	Exposition			Incidence d'une variation de 5 % des valeurs de change		
	Trésorerie	Titres	Total	Trésorerie	Titres	Total
Dollar américain	– \$	2 618 \$	2 618 \$	– \$	131 \$	131 \$
Total	– \$	2 618 \$	2 618 \$	– \$	131 \$	131 \$
% de l'actif net	–	15,00	15,00	–	0,70	0,70

Autre risque de prix

L'autre risque de prix s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers varie en raison de la fluctuation des cours (autre que celle découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change) causée par des facteurs propres à un titre ou à son émetteur ou par tous les facteurs touchant un marché ou un segment de marché. L'exposition à l'autre risque de prix est surtout attribuable aux actions. Au 31 décembre 2017, environ 13 088 000 \$ (16 397 000 \$ au 31 décembre 2016) de l'actif net de la société en commandite étaient exposés à l'autre risque de prix. Si les cours de ces placements avaient diminué ou augmenté de 5 %, compte non tenu de la variation des frais de gestion et de la prime de rendement, l'actif net de la société en commandite aurait diminué ou augmenté, respectivement, d'environ 654 000 \$ (820 000 \$ au 31 décembre 2016).

Risque de concentration

Le risque de concentration découle de la concentration des positions dans une même catégorie, que ce soit un emplacement géographique, un type de produit ou un secteur d'activité. Le tableau suivant résume le risque de concentration de la société en commandite.

Société en commandite de ressources CMP 2016

NOTES ANNEXES (suite)

Pourcentage de l'actif net (%)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
ACTIONS	83,2	93,8
Or et métaux précieux	60,0	39,6
Métaux et mines diversifiés	22,2	19,2
Énergie (autres)	0,4	35,0
REVENU FIXE	0,6	15,0
Énergie (autres)	0,6	15,0

11. Hiérarchie des justes valeurs

La société en commandite classe les évaluations de la juste valeur selon une hiérarchie qui tient compte de l'importance des données utilisées pour établir les évaluations.

Niveau 1 – Les données utilisées sont les prix cotés (non rajustés) sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques. Les instruments financiers classés au niveau 1 comprennent les actions cotées activement négociées et les autres titres de placement cotés. Le gestionnaire n'ajuste pas le cours de ces instruments.

Niveau 2 – Les données utilisées comprennent des données autres que les prix cotés inclus au niveau 1, observables directement ou indirectement pour les actifs et les passifs durant la quasi-totalité de la durée de l'instrument financier, notamment les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs similaires. Les instruments financiers classés au niveau 2 comprennent les titres négociés sur des marchés qui ne sont pas considérés comme étant actifs, mais qui sont évalués en fonction des cours du marché ou des cotes fournies par des courtiers en valeurs mobilières qui sont étayées par des données observables. Les instruments financiers classés au niveau 2 comprennent certaines actions cotées qui sont assujetties à des restrictions à la vente, pour lesquelles les évaluations peuvent être ajustées afin de tenir compte de l'absence de liquidité.

Niveau 3 – Les données utilisées sont des données de marché non observables. Les instruments financiers classés au niveau 3 sont fondés sur au moins une donnée non observable importante, car leur valeur n'est pas établie selon les cours du marché. Les instruments de niveau 3 comprennent les actions et les titres de créance de sociétés fermées. Puisqu'il n'existe aucun cours observable pour ces titres, le gestionnaire a utilisé des techniques d'évaluation pour établir la juste valeur. Les évaluations de niveau 3 sont revues chaque trimestre par le comité d'évaluation de la société en commandite, qui évalue les données utilisées par le modèle et les résultats obtenus avant de déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 de la société en commandite.

Le tableau ci-dessous présente la hiérarchie des justes valeurs pour les instruments financiers de la société en commandite au 31 décembre 2017.

31 décembre 2017				
(en milliers)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actions	12 156 \$	– \$	– \$	12 156 \$
Revenu fixe	–	–	98	98
Bons de souscription	–	932	–	932
Total des instruments financiers	12 156 \$	932 \$	98 \$	13 186 \$

Le tableau ci-dessous présente la hiérarchie des justes valeurs pour les instruments financiers de la société en commandite au 31 décembre 2016.

31 décembre 2016				
(en milliers)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actions	12 428 \$	3 262 \$	501 \$	16 191 \$
Revenu fixe	–	–	2 618	2 618
Bons de souscription	–	206	–	206
Total des instruments financiers	12 428 \$	3 468 \$	3 119 \$	19 015 \$

Société en commandite de ressources CMP 2016

NOTES ANNEXES (suite)

Rapprochement au titre des instruments financiers de niveau 3

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des instruments financiers de niveau 3 de la société en commandite pour la période close le 31 décembre 2017.

31 décembre 2017			
(en milliers)	Actions	Revenu fixe	Total
Ouverture de la période	501 \$	2 618 \$	3 119 \$
Transferts à partir du niveau 3	(500)	–	(500)
Variation de la moins-value latente*	(1)	(2 520)	(2 521)
Clôture de la période	– \$	98 \$	98 \$

* La variation de la moins-value latente des instruments classés de façon récurrente au niveau 3 détenus au 31 décembre 2017 était d'environ (1 992 000)\$.

Pendant la période close le 31 décembre 2017, des actions de négociation restreinte (niveau 3) d'une valeur de 500 000 \$ de Cabral Gold Inc. ont été converties en actions ordinaires (niveau 1).

Aucun transfert entre le niveau 1 et le niveau 2 n'a été effectué au cours des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des instruments financiers de niveau 3 de la société en commandite pour la période close le 31 décembre 2016.

31 décembre 2016			
(en milliers)	Actions	Revenu fixe	Total
Ouverture de la période	– \$	– \$	– \$
Achats	501	2 627	3 128
Variation de la moins-value latente*	–	(9)	(9)
Clôture de la période	501 \$	2 618 \$	3 119 \$

* La variation de la moins-value latente des instruments classés de façon récurrente au niveau 3 détenus au 31 décembre 2016 était d'environ (9 000)\$.

La variation de la moins-value latente concerne les instruments financiers détenus par la société en commandite aux 31 décembre 2017 et 2016 et est inscrite au poste « Variation nette de la moins-value latente des placements » dans les états du résultat global.

Données non observables importantes utilisées pour l'évaluation de la juste valeur

Au 31 décembre 2017, la juste valeur des actions classées au niveau 3 était fondée sur les mouvements de cours des titres comparables. Cette méthode consiste à surveiller les mouvements de cours d'un groupe de sociétés comparables cotées en bourse afin de dégager la tendance générale et d'appliquer cette tendance générale aux titres concernés pour en établir la juste valeur. Le gestionnaire choisit pour cela un panier d'entreprises ayant des caractéristiques et un niveau de risque similaires à ceux des titres à évaluer. La juste valeur des titres à revenu fixe classés au niveau 3 est fondée sur la valeur nette de l'émetteur. Aucune analyse de sensibilité n'est présentée ici dans la mesure où le gestionnaire considère que ces techniques d'évaluation ne donnent pas de fourchettes de valeurs pertinentes. Tous les titres classés au niveau 3 ont été acquis dans des conditions normales de concurrence.

La juste valeur des instruments classés au niveau 3 au 31 décembre 2016 était fondée sur le coût, considéré comme une approximation raisonnable par le gestionnaire étant donné leur acquisition récente.

Société en commandite de ressources CMP 2016

NOTES ANNEXES (suite)

Instruments financiers classés par catégorie

Le tableau suivant présente les gains nets sur les instruments financiers à la JVRN, par catégorie, pour les périodes closes les 31 décembre 2017 et 2016 :

Actifs financiers à la JVRN (en milliers)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
DFT	726 \$	206 \$
Actifs désignés à la JVRN	(1 609)	(148)
Total	(833) \$	58 \$

12. Événements postérieurs

Transfert d'actifs de la Société en commandite de ressources CMP 2016

Le 26 janvier 2018, la société en commandite a transféré la totalité de son actif net, d'une valeur d'environ 18 625 000 \$, à la Société de fonds mondiaux Dundee en échange d'environ 1 494 000 actions de série A de la Catégorie de ressources mondiales Dundee, qui ont été distribuées aux porteurs de parts avant la dissolution de la société en commandite le 23 février 2018. Les commanditaires ont reçu 66,9654 actions de série A de la Catégorie de ressources mondiales Dundee pour chaque part détenue.

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux commanditaires de

Société en commandite de ressources CMP 2016 (la « société en commandite »)

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la société en commandite, qui comprennent un état de la situation financière aux 31 décembre 2017 et 2016 et un état du résultat global, un état de l'évolution de l'actif net représentant le capital des commanditaires et un tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et pour la période du 19 février 2016 (le début des activités) au 31 décembre 2016, ainsi que les notes annexes incluant les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons les audits de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société en commandite aux 31 décembre 2017 et 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et pour la période du 19 février 2016 (le début des activités) au 31 décembre 2016, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

PricewaterhouseCoopers LLP

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

Toronto (Ontario)

Le 22 mars 2018



SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE
RESSOURCES CMP 2016

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT DES REGISTRES

SOCIÉTÉ DE FIDUCIE COMPUTERSHARE DU CANADA

100, AVENUE UNIVERSITY
TOUR NORD, 9^E ÉTAGE
TORONTO (ONTARIO) M5J 2Y1

800.564.6253

GOODMAN & COMPANY, INVESTMENT COUNSEL INC.

1, RUE ADELAIDE E., BUREAU 2100
TORONTO (ONTARIO) M5C 2V9

SERVICE À LA CLIENTÈLE

866.694.5672

www.goodmanandcompany.com